



Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



SPF Finances

Exp. : Avenue du Prince de Liège 133 - 5100 Namur

Laïla Laabas
Chaussée de Mons 1170
1070 Anderlecht

2025-1219

Madame, Monsieur,

Ci-joint, vous trouverez un document qui vous est destiné.
Vous pourrez également le consulter dans **Myminf**, sous « Mes documents ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le SPF Finances



Gérez votre dossier sur
MYMINFIN.BE

Retrouvez des informations sur
FIN.BELGIUM.BE



Une question ?

Appelez-nous au **02 572 57 57** et introduisez le code direct **0079385434**





Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Exp. : Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES

LABBAS LAILA
Chaussée de Mons 1170
1070 ANDERLECHT

Votre courrier du
11/04/2025

Votre référence :

Notre référence :
2025/1219 - DCS

Annexe(s) :
0

Bruxelles, le 22/05/2025

TITRE DE PROPRIETE

Le soussigné, Charliers Didier., Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2 (compétent pour les communes d'ANDERLECHT, FOREST, SAINT-GILLES, UCCLE et WATERMAEL-BOITSFORT), certifie qu'au vu des documents dont il dispose à ce jour,

que le bien suivant :

Nature	MAISON 00A 90CA
Division cadastrale	21306 ANDERLECHT 6 DIVISION
Situation	CHAUSSÉE DE MONS 1170
N° parcelle	21306 D 127 X P0000

appartient à :

Monsieur El Abbas El Ghaleb Rachid (21/04/1977) et Madame Laabas Laila (05/10/1982), domiciliés à 1070 Anderlecht, Chaussée de Mons 1170, pour la totalité en pleine propriété (PP 1/1).



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES
• Tél. : +32 (0)257 257 57
• E-mail : rzsj.bureau.bruxelles2@minfin.fed.be



Consultez votre dossier en ligne sur
www.myminfin.be



Titre :

Acquisition du bien par acte du Notaire Dhaenens Leticia à Anderlecht, le 08/05/2019, réf : 49-T-20/05/2019-06266

Vendeurs : Preka Altin et Gallizzo Giovanna

Charliers Didier

Assistant administratif

Coût : 20,00 € payés par virement sous la référence : 2025/1219

Les renseignements vous sont délivrés sur base des actes, déclarations, attestations et documents tels qu'ils sont connus et repris à ce jour dans les fichiers de l'Administration. La responsabilité du comptable de l'Etat ne peut être engagée si ces renseignements tels qu'ils sont connus ont été fidèlement reproduits.